Document généré le 23 avr. 2024 13:30

Québec français

Le Québec trudeautyrannié

André Gaulin

Numéro 44, décembre 1981

URI : https://id.erudit.org/iderudit/57061ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)
1923-5119 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Gaulin, A. (1981). Le Québec trudeautyrannié. *Québec français*, (44), 22–22.

Tous droits réservés © Les Publications Québec français, 1981

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Le Québec trudeautyrannié

Il y en a parmi nous, si incroyable que cela puisse paraître à la réflexion, il y en a, dis-je, qui se sont donné la noble et difficile mission de créer de toutes pièces l'unité canadienne et le type canadien, qui sera un métis comme il ne s'en était encore jamais vu : brun d'un côté et blondin de l'autre, parfait bilingue et parlant presque en même temps anglais et français, c'est-à-dire un mot anglais puis un mot français et ainsi de suite, et qui sera catholique par devant et protestant par derrière, franc-maçon, mais franc-maçon papiste, et marguillier de sa paroisse : il votera toujours pour le parti au pouvoir.

Pierre BAILLARGEON, *Journal inédit*, 1961.

Il s'appelle Pierre Elliott Trudeau. Il se cramponne au pouvoir comme jadis Duplessis qu'il dénonça. Il est même devenu, lui l'ancien anticlérical, le rejeton messianique du vieux nationalisme canadien-français. Géant, il se couche, le soir, la tête appuyée tout contre les Rocheuses, après un dernier beau regard à vents couverts, les pieds reposant dans l'eau salée — et pétroliporteuse — du Golfe Saint-Laurent. (Gare à vous, Madelinots, il a un gros orteil.) Il en est venu à diriger le Canada comme un maître de salle qui prolonge d'un quart d'heure la récréation avant d'imposer son point de vue unilatéral et autocratique. Son Canada sera bilingue, sauf en Ontario, mais surtout au Québec où la raciste loi 101 sera éconduite. Les Canadiens français auront droit à se faire (des) servir dans leur langue. Comme le dit si joliment le ministre Serge Joyal, c'est là un des grands biens de la Charte des droits que l'on fera voter colonialement à Londres. N'allons surtout pas croire que le gouvernement centralisateur dépouille les petits gouvernements provinciaux à son profit. Non. Ce seront les individus qui gagneront en liberté. Ainsi, pour un Québécois, il y aura peut-être du travail en British Columbia, travail que le chômeur devra accepter s'il ne veut pas se voir fermée l'assurance chômage, étant donné la libre circulation des personnes. De même, un Albertain ou un Ontarien pourront venir travailler à Montréal, dans leur langue bien sûr, puisqu'il y aura dorénavant deux langues officielles au Canada et une seule langue d'usage. De même, après cent dix ans d'attente, le « pea soup », le « frog », le « dam canuck » aura droit d'utiliser sa langue si jamais on lui fait un procès pour avoir refusé de payer une contravention unilingue anglaise. Mais cependant, celui-ci, devra habiter dans une région où il y a suffisamment de francophones auxquels on accorde un délai de survie : curieusement, c'est là un droit individuel de type collectif ! Ottawa n'en est pas à une entourloupette près car, comme on le sait, le génie français n'y est particulièrement pas génial dans cette capitale fédérale où un non veut dire un oui (la Conscription) et un oui, un non (référendum de mai 1980).

Il s'appelle Pierre Elliott Trudeau. Le Canada s'adapte à lui.

Il s'appelle Jean Chrétien. Il pense comme Pierre Elliott Trudeau et son dévouement pour les basses œuvres n'a pas de bornes (surtout pas celles du Québec). Il s'appelle Serge Joyal. Il pense lui aussi *maintenant* comme Trudeau qui l'a « sacré » ministre. Il garde son sang-froid, l'admirable chaud partisan, et il parle bien.

Elle s'appelle Jeanne Sauvé. Elle porte les oripeaux de la Chambre basse. Neutre par fonction, elle a un petit penchant pour le rouge.

Il s'appelle André Ouellet. Serviteur fidèle de son chef, il ne dédaigne pas de croiser le fer avec les « péquisses » pourtant voués à la disparition.

Ils s'appellent Gilles Lamontagne, Marc Lalonde, Monique Bégin... Ils sont soixante-douze, élus par une clientèle captive depuis 1885 dont une bonne partie a d'ailleurs désemparé ; ils pensent tous comme Trudeau, leur grand silence en témoignant. Ils s'apprêtent tous à trahir le Québec.

Le Québec reste ainsi toujours seul, distinct, enclavé dans un pays anglophone qui le nie, avec la collaboration zélée de francophones méprisant son peuple historique, devenu un simple pourcentage de population, sa langue, qui n'est plus qu'une coloration folklorique et coûteuse, son territoire, ravalé au simple rang de région, sa culture, niée dans sa spécificité. Le projet Trudeau oblige tout un peuple autodéterminé depuis deux décennies à se faire comme peuple, dans sa langue, sa culture et son corps territorial, à marquer le pas, à se défendre contre des diktats, à reprendre de vieilles luttes révolues. Un projet infâme se présente comme « la » formule de rechange de 1867.

Que reste-t-il à dire hormis de souhaiter d'être débarrassés de nostalgiques protagonistes d'un messianisme éculé, d'une résignation fatale, de négateurs des forces vives et vigilantes du Québec ? De ce côté-ci de la rivière Outaouais, un collectif refuse pareille oblitération de son histoire. Ça leur dit quelque chose, à eux, l'identité, ces « made in Canada ». Nous ne prétendons aucunement cracher sur un pays qui nous est proche, sur des provinces qui ont des juridictions propres. Nous n'aspirons même pas à être plus beaux, plus fins, plus forts. Nous réclamons seulement le droit à la différence dans toute notre manière d'être au monde.

Ils sont bien naïfs, outre-rivière, de croire qu'un Québec scolarisé, debout dans son histoire prostrée, peut ainsi prendre des vessies pour la lanterne de monsieur Trudeau. Ce sont de vilains tricheurs — ils y ont mis des millions et tout le trémolo pendant la campagne référendaire — qui se rendent mal compte qu'on ne peut mettre en prison un peuple en légitime défense de lui-même.

André GAULIN